

Photos de la vigile pour une enquête sur la répression lors du printemps érable

On trouvera les photos à :

<https://picasaweb.google.com/110537867786455303075/VigilePourEnqueteSurLaRepressionDuPrintempsErable#>

Les photos ont été prises durant l'heure sous la responsabilité des Assemblées autonomes de quartier dont je suis militant. Plusieurs organisations ont pris sous leur responsabilité les plages d'heures de la vigile, soit le Centre Justice et foi, la Chorale du peuple, Idle No More Québec (Fini l'inertie), Femmes autochtones du Québec, Les Profs contre la hausse, la Cuisine du peuple, l'Association canadienne des libertés civiles, les AlterCitoyens, la Ligue des droits et libertés, les Assemblée(s) autonome(s) de quartier, les Têtes blanches, carré rouge, l'R des centres de femmes, les Mères en colère et solidaires, le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec.

Communiqué de presse de la Coalition des 65 organismes :

Afin de soutenir la demande d'enquête publique sur la répression policière du printemps dernier adressée à Madame Pauline Marois par une soixantaine d'organisations, groupes et syndicats, une vigile d'une durée de 12 heures est organisée le mardi 19 mars prochain devant les bureaux montréalais de la première ministre, coin Sherbrooke et McGill collège.

*La vigile débutera à 9h et mettra de l'avant une panoplie d'activités, dont des chants choraux et la projection du documentaire *Dérives*, pour se terminer à 21h avec une mise en scène où de nombreux lampions seront allumés à la mémoire des 3418 personnes arrêtées et des nombreuses personnes qui ont subi des blessures et des violations de leurs droits.*

Tout au long de la journée, les participants et la population seront invités à accrocher des messages sur une corde à linge et à déposer des objets commémorant les arrestations et les blessures.

*Rappelons que la première demande d'enquête publique a été faite dès le printemps dernier. Par la suite, en novembre, après plusieurs demandes répétées, un nombre important d'organisations de groupes et de syndicats se sont associées pour interpeler directement la première ministre. Ces organisations sont maintenant au nombre de 65, et par l'entremise d'une vigile et d'une publicité dans le journal *Métro*, réitèrent encore plus fortement cette demande d'enquête sur les interventions policières du printemps étudiant.*

Ces 65 organisations considèrent que seule une commission d'enquête publique et indépendante permettra de faire la lumière sur les causes de la répression survenue durant la grève étudiante et éviter qu'elle ne se reproduise. Cette commission devra, pour cela, répondre à cinq objectifs:

- 1- Questionner les opérations policières: les arrestations de masse, l'arsenal utilisé, les blessures et le manque d'aide aux personnes blessées;*
- 2- Questionner les interventions politiques du gouvernement, à la fois publiques (déclarations dans les médias) et internes (directives et communications entre des ministres et la police);*
- 3- Questionner les abus de droit: profilage politique (« carrés rouges »), fouilles abusives, détentions abusives, utilisation arbitraire de différents types de contravention, adoption en urgence de nouveaux règlements municipaux limitant le droit de manifester, recours à la loi antiterroriste, etc.;*
- 4- Permettre aux victimes de violations de droits d'obtenir une réparation et obliger les responsables des abus à répondre de leurs actes devant la société et la loi;*
- 5- Évaluer la possibilité de créer une instance indépendante et civile de surveillance des opérations policières.*

Les organisateurs comptent maintenir la pression pour obtenir une enquête publique et prévoient déjà d'autres actions. Un an après le début de la grève, ils sont de plus en plus nombreuses, organisées et mobilisées.

Il n'est pas trop tard pour faire la lumière sur une des plus grandes vagues de répression policière de l'histoire du Québec contemporain. Cette enquête est plus nécessaire que jamais.

Liste des organisations et réseaux qui appuient la demande:

1. Action Autonomie
2. Alter Citoyens
3. Amnistie internationale, section Canada francophone
4. Artistes pour la Paix
5. Assemblée citoyenne autonome de Verdun
6. Assemblée populaire autonome d'Hochelaga-Maisonneuve
7. Assemblée populaire autonome du Mile End
8. Assemblée populaire autonome du Plateau
9. Association canadienne des libertés civiles
10. Association canadienne des professeures et professeurs d'Université (ACPU)
11. Association des juristes progressistes
12. Association des professeur(e)s à temps partiel de l'Université Concordia (CUPFA)
13. Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)
14. ATTAC-Québec
15. Carrefour de participation de réflexion et de formation
16. Centre Justice et Foi
17. Centre St-Pierre
18. Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
19. Chorale du peuple
20. Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics
21. Comité logement Rosemont
22. Concordia University Television (CUTV)
23. Confédération des Syndicats Nationaux (CSN)
24. Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
25. Conseil d'administration de CKUT
26. Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM)
27. Cuisine du peuple
28. Entraide missionnaire (EMI)
29. Équipe de surveillance des interventions policières (ÉSIP)
30. Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
31. Fédération des employées et employés du secteur public-CSN
32. Fédération des femmes du Québec
33. Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
34. Fédération étudiante collégiale du Québec (FECO)
35. Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
36. Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
37. Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ)
38. Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU)
39. Fondation Béati
40. Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
41. Front commun des personnes assistées sociales du Québec
42. G.A.P.P.A.
43. Groupe Solidarité Justice
44. Infirmières et infirmiers contre la hausse
45. JOC nationale du Québec
46. Ligue des droits et libertés

47. L'R des centres de femmes
48. Mères en colère et solidaires
49. Mouvement Action-Chômage de Montréal
50. Occupons Montréal
51. 99%Média
52. Profs contre la hausse (PCLH)
53. Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
54. Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal
55. Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ)
56. Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)
57. SCCCUM (Syndicat des chargées et des chargés de cours de l'Université de Montréal)
58. Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPO)
59. Syndicat général des professeurs et des professeures de l'Université de Montréal (SGPUM)
60. Syndicat des professeurs et des professeures de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ)
61. Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec en Outaouais (SPUQO)
62. Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles
63. Table des partenaires universitaires (TPU)
64. Têtes blanches, carré rouge
65. Union des consommateurs